

EMERGENCE DE LA VIOLENCE POLITIQUE DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE AU BURKINA FASO (1950- 2000)

Missa, MILLOGO
Bethuel, MAKOSSO

Université Nazi Boni, Burkina Faso et
Université Marien N’Gouabi, République du Congo
missmillog74@gmail.com

Résumé

Le Burkina Faso, à l’instar de nombreux pays africains, est marqué par l’usage de la violence à des fins politiques. Le monde universitaire, haut lieu de l’intelligentsia n’y fait pas exception. Cet article entend contribuer à la réflexion sur le développement de l’université au Burkina Faso contrarié, ces dernières années, par les luttes partisans, une crise multiforme et l’émergence de la violence. Il tente de comprendre l’impact des mutations sociopolitiques et économiques sur le monde universitaire en se fondant sur cette question : comment s’explique l’émergence de la violence politique dans le monde universitaire au Burkina Faso 1950 à 2000 ? Pour répondre à cette question fondamentale, le travail s’inscrit dans une triple perspective historique fondée sur une revue de littérature basée sur des ouvrages et des travaux scientifiques, des archives, des entretiens avec des personnalités et une observation directe. Il s’oriente dans trois axes : elle s’appuie dans un premier sur quelques considérations théoriques sur la violence politique, examine ses déterminants dans le monde universitaire burkinabè et traite, enfin, de ses manifestations.

Mots clés : *Emergence, violence, Université, politique, Burkina Faso*

Abstract

Burkina Faso, like many Africans, is marked by the use of violence for political ends. The academic world, a mecca of the intelligentsia, is no exception. This article aims to contribute to the reflection on the development of the university in Burkina Faso thwarted, in recent years, by partisan struggles, a multifaceted crisis and the emergence of violence. He tries to understand the impact of socio-political and economic changes on the academic world based on this question : how is the emergence of political violence in the academic world in Burkina Faso 1950 to 2000 explained ? To answer this fundamental question, the work is part of a triple historical perspective based on a literature review based on books and scientific works, archives, interviews with personalities and direct observation. It is oriented in three axes : it is based in a first on some theoretical considerations on political violence, examines its determinants in the Burkinabe academic world and deals, finally, with its manifestations.

Keywords : *émergence, violence, University, politics, Burkina Faso*

Introduction

Dans son rapport sur la violence politique au Burkina Faso¹ du 30 juillet 1999, le Collège de sages², institué en juin 1999, à la suite de l'une des plus graves crises sociopolitiques du pays consécutive à l'assassinat, le 13 décembre 1998, du journaliste d'investigation Norbert Zongo et de trois de ses compagnons d'infortune, soutient qu'au nombre des principales causes structurelles de la crise s'inscrit la culture politique de la classe dirigeante actuelle. Pour les Sages, cette culture, marquée du sceau de la violence, a pour origine le mouvement étudiant. En effet, constatent-ils, « la majeure partie de la classe politique dirigeante [...] est issue du militantisme étudiant de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF)... ». En réaction, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV), resté jusque-là clandestin, fait remarquer que l'aperçu politico-historique fait par le Collège est délibérément partial et foncièrement anti-communiste (*Bug-Paarga*, n°71). Pour la Confédération générale du travail du Burkina (CGTB), en cohérence idéologique avec le PCRV (Loada, 1999), le rapport développe de graves contre-vérités et des analyses partiales et partisans (*Bulletin d'information* n°25).

L'université, notamment en Afrique francophone, où se déploie ce militantisme étudiant, est en crise. B. Makosso (2006 : 81) l'explique par plusieurs facteurs. Mais, il fait remarquer que l'on ne saurait faire fi des facteurs socio-politiques. En effet, l'université africaine, dit-il, a souvent été un enjeu politique de taille et que nombre de problèmes en son sein sont du ressort des conflits politiques. Les grèves qui y sont souvent organisées et les années blanches qui se sont succédé notamment au Congo et au Burkina Faso, ajoute-il, ont généralement leur genèse dans les problèmes politiques que ces pays connaissent. En conséquence, l'Université voire l'enseignement supérieur, fait l'objet, de plus en plus, de réflexions en sciences humaines. Parmi ces travaux peuvent être cités ici : Senga J.F. (1987) ; Maron F. (1996) ; Bianchini, P. et Korbéogo G. (2008) ; Chouli L. (2009) ; Sory I (2012). A l'analyse, ces travaux montrent que l'espace universitaire depuis quelques années est marqué

¹ Avant le 4 août 1984, le Burkina Faso, s'appelait Haute-Volta, ancienne colonie de l'Afrique occidentale française (AOF)

² Le Collège de Sage était constitué d'une quinzaine de personnalités dont les anciens chefs de l'Etat. Il était présidé par Anselme T. Sanou, Archevêque de Bobo-Dioulasso

par l'émergence des phénomènes majeurs tels que les mouvements sociaux récurrents, une crise institutionnelle de plus en plus grave et multiforme et l'émergence de la violence. Cependant, la nature de la violence et ses liens avec les autres phénomènes n'est pas clairement établi au Burkina Fas. La présente entend analyser la question dans la longue durée à travers cette question : comment s'explique l'émergence de la violence, surtout politique, dans l'espace universitaire de 1950 à 2000 ? De façon subsidiaire, qu'entend-on par violence politique ? Quels en sont les déterminants dans le monde universitaire ? Comment s'y manifeste-t-elle ?

En guise d'hypothèse de travail, la présente part du principe que la violence dans le monde universitaire est, d'abord, politique, qu'elle est consubstantielle aux luttes partisans et idéologiques dans le mouvement étudiant ; elle amplifie et complexifie la crise universitaire. Pour s'inscrire dans la longue durée, la réflexion remonte aux années 1950 date de la création des associations d'étudiant en AOF et se borne à 2000, date de la première invalidation d'une année académique au Burkina Faso. Au plan théorique, le travail s'inscrit dans trois perspectives : Histoire politique et sociale au regard de l'objet, l'Histoire des temps présents eu égard à la chronologie et l'Histoire des mentalités au regard des comportements. Néanmoins, la méthode reste celle de l'histoire africaine. En cela, elle s'appuie dans un premier temps sur une riche littérature, constituée de travaux de recherches et d'ouvrages d'acteurs-témoins, puis fait appel des archives, enfin, se complète avec des entretiens avec des anciens acteurs et l'observation directe. Notre réflexion s'articule, d'abord, autour des considérations théoriques sur la violence politique, ensuite, examine ses déterminants dans le monde universitaire et, enfin, analyse ses manifestations sous les différents régimes politiques.

1) Quelques considérations théoriques sur la violence politique

La violence politique est un concept utilisé en sciences humaines. Son appréhension requiert, d'abord, sa définition et sa caractérisation et enfin une analyse de ses fondements.

1.1) Définition et caractérisation de la violence politique

La violence politique est un concept complexe. Selon le *Lexique de science politique* (2011 :583), elle se définit comme « des atteintes physiques aux biens ou aux personnes, exercées soit dans le cadre de la violence coercitive de l'Etat (répression policière, arrestation arbitraire, torture, etc.) soit de la part de groupes contestataires en lutte contre le pouvoir de l'Etat ou contre d'autres groupes (terrorisme, combat de rue, séquestration, dégradation de mobilier public). Toujours selon le *Lexique de science politique*, certaines formes de violence ont un aspect émotionnel ou éruptif. Mais le recours à la violence politique peut faire l'objet d'un usage rationnel et pensé comme une stratégie au service de l'action, voire, une « ressource » politique. A cet égard, la pensée machiavélique, le marxisme avec la violence révolutionnaire sont évocatrices.

Au Burkina Faso, la violence politique prend de plus en plus de l'ampleur. A grande échelle, elle prend les formes d'actes isolés de sabotage ou attaques de propriétés, rébellion armée, révolution armée, guérilla locale, etc. A petite échelle, elle prend les formes d'émeutes, violence urbaine, terrorisme politique, etc. Mais quels en sont les fondements ?

1.2) Fondement de la violence politique au Burkina Faso

Au Burkina Faso, la violence politique prend sa source dans les sociétés précoloniales, l'action coloniale et les multiples crises. En effet, certaines sociétés précoloniales burkinabè ont une conception violente du pouvoir politique. Les *Moose*, par exemple, le désignent par le terme *naam*. Les autochtones nomment les *Moose*, pang-*ramba*, gens de la force. Le *Naaba* ou *rima*, roi, est appelé couramment, *N'zug-soaba*, propriétaire de ma tête, dans les chansons populaires. Le *naam* représente la toute-puissance. Sa conquête résulte d'une concurrence, ne serait-ce que symbolique (Millogo, 2019 : 49). Cependant, « [...] après la désignation d'un Naaba par le collège électoral, tous les adversaires doivent se soumettre sans autre forme de procès. Ne pas le faire c'est se déclarer volontaire pour la mort », (Nacanabo, 2003 : 355). Cette philosophie est partagée par certaines populations de l'ouest. En effet, dans cette partie du pays, le pouvoir est appelé *fagan*, la force, en langue *bambara*. Il s'acquiert « en plein jour », dit-on, couramment (Millogo, 2019 :53).

Concernant la colonisation française, elle a inspiré et institué la violence comme un des moyens de gouvernance des hommes. Les Burkinabè, par l'intermédiaire des chefs et des gardes cercles, ont été associés à l'usage de la force dans la conquête et l'administration du territoire à travers les travaux forcés, l'impôt de capitation, le fouet à l'école, la répression politique des militants du Rassemblement démocratique africain (RDA) entre 1948 et 1950. En conséquence, les élites issues du moule colonial ont perpétué ce comportement politique dans le Burkina postcolonial.

Le Burkina Faso postcolonial traverse au moins trois crises majeures. *Primo*, la société connaît une crise morale caractérisée par une perte de repères face à l'argent, aux valeurs. Cela est dû aux mutations des sociétés burkinabè dues au contact avec l'Occidental, à l'évolution démographique et économique (Conférence épiscopale Burkina-Niger, lettre du 15 juillet 2013). *Secundo*, l'Etat postcolonial est en crise du fait de son manque d'imaginaire collectif, la faiblesse de son appareil, la prédation des élites, l'échec dans ses missions essentielles, selon Richard Musgrave (1959), redistribution, la stabilisation, le développement (Millogo, 2021). *Tertio*, le Burkina Faso connaît depuis 1945 des crises sociopolitiques. Elles ont conduit au renversement des régimes politiques constitutionnels par des coups d'Etat (Millogo, 2019). Mais quels sont les déterminants de la violence dans le monde universitaire ?

2) Déterminants de la violence politique dans le monde universitaire

Au Burkina Faso, entre 1950 et 2000, deux éléments importants ont joué un rôle déclencheur dans l'usage de la violence dans le monde universitaire : la politisation et la crise institutionnelle.

2.1) La politisation du monde universitaire

La politisation du monde universitaire est un ferment de la violence politique. Par politisation du monde universitaire, entendons-nous, la prise de conscience des enjeux, voire l'adhésion à des luttes partisans en vue de la conquête du pouvoir de cet ensemble complexe et important constitué d'étudiants et de personnel enseignant et administratif. S'agissant des étudiants burkinabè, leur prise de conscience s'est faite à partir des années 1940 dans le contexte de la lutte pour les indépendances nationales. En effet, à la fin de deuxième guerre mondiale en 1945,

L'ordre mondial changea. Il se caractérisa par l'affaiblissement des puissances colonisatrices, l'émergence de deux nouvelles puissances, les USA et l'URSS, le nationalisme, la guerre froide, les réformes coloniales. En AOF, ces réformes introduisirent le système représentatif en 1945, autonomisèrent les territoires en 1956 et leur accordèrent l'indépendance en 1960. Des groupes-moteurs dont les étudiants ont poussé à cette évolution (Ki-Zerbo, 1986). En conséquence, la plupart adhèrent à l'anticolonialisme du RDA dès sa création en 1946 (Palm, 2000 :143).

A partir de 1950, le mouvement étudiant burkinabè s'organisa en France et surtout à Dakar où ils fréquentent, faute de structures locales. En effet, à cette date, le RDA adopta une ligne collaborationniste. En réaction, les étudiants créèrent la Fédération des étudiants noirs africains en France (FEANF). L'une de ses sections territoriales fut l'Association des étudiants voltaïques en France (AEVF) créée en 1950. Son premier président fut Joseph Ki-Zerbo (Pajot, 2007 : 39). Furent ensuite créées, l'Association des scolaires voltaïques (ASV) en 1956 et l'Union générale des Etudiants voltaïques (UGEV), en 1960 (Bianchini, 2008 : 36). Dans quelle mesure la crise universitaire fonde-t-elle la violence ?

2.2) La crise universitaire

La crise universitaire est un terreau fertile de la violence politique. Cette crise multiforme serait une crise de croissance, selon Bayo Karifa (Entretien du 8 août 2022). Pour rappel, l'enseignement supérieur en Afrique, remonte, pour nombre de pays, à la période coloniale. Il a connu, tant du point de vue de ses objectifs que de son orientation stratégique, trois grands moments au cours de son évolution : l'université française en Afrique, la régionalisation et la nationalisation (Makosso, 2006 :70). Au Burkina Faso, l'enseignement supérieur se met en place progressivement. Elle commença avec l'École normale supérieure (ENSUP) en 1965. Cette école connut plusieurs transformations (Compaoré, 2003 : 1687). Finalement, l'Université de Ouagadougou est créée en avril 1974 avec 374 étudiants (Sory, 2012 :173). Cette création intervint dans le contexte de crise économique des années 1970-1990.

La crise universitaire, née de l'africanisation dans les années 1970, a été amplifiée par cette crise économique. En effet, le choc pétrolier des années 1970 a entraîné, d'abord, un grand endettement puis une crise économique qui a révélé la quasi faillite des États africains

néocoloniaux. A. Souley (1991), attribue cette faillite à l'échec de l'Etat-providence et son ambition de développement, sa propension dépendante. Pour faire face à la crise économique, les Etats africains et leurs gouvernants, désorientés, sans ressources, contraints par la chute du mur de Berlin, suivirent un mouvement international : le multipartisme et les programmes d'ajustement structurels (PAS) marqués par une désétatisation (1991 : 254). *A contrario*, L. Chouli soutient que les PAS ont été dictés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire internationale (2009 :121). Leur objectif était de rétablir les équilibres financiers à travers la libéralisation de l'économie, le désengagement de l'État et la réduction des budgets sociaux. Ces mesures ont aggravé la crise universitaire. Selon B. Makosso (2006 :75), la crise universitaire se caractérise par l'insuffisance des infrastructures³, la faiblesse des conditions d'encadrement, l'inefficacité des rendements, etc. Elles ont entraîné voire nécessiter la violence. Comment s'est-elle manifestée ?

3) Manifestation de la violence politique à l'université

La violence politique à l'Université fut à la fois l'œuvre de l'Etat et des étudiants. Elle a été fréquemment utilisée sous les différents régimes politiques successifs de 1960 à 2000.

3.1) Sous le régime du président Maurice Yaméogo (1960-1966)

Sous le régime du président Yaméogo, la violence politique s'analyse sous trois angles. Premièrement, elle tient des luttes de lignes politico-idéologique et partisans. En effet, la proclamation des indépendances est diversement appréciée dans le mouvement étudiant. Deux camps s'y dégagent, celui des partisans de la lutte pour une indépendance réelle, contre le néocolonialisme et de l'autre côté, les libéraux, le régime en place. En tant creuset de l'élite, le mouvement étudiant devint alors l'objet des luttes partisans pour le contrôle de sa ligne et ses organes dirigeants. De 1945 à 1960, il avait été dominé par le RDA. A partir de 1960, le Mouvement de libération nationale (MLN) de Joseph Ki-Zerbo en prit le contrôle.

³ Selon K. Bayo, les infrastructures n'ont pas suivi la croissance du nombre des étudiants. Selon les données de l'Université Joseph Ki-Zerbo, elle comptait 259 étudiants en 1971, 1226 en 1980, 5675 en 1990, 9870 en 1999

Deuxièmement, la violence s'analyse selon l'action des étudiants. Entre 1960 et 1966, la violence dans le monde universitaire, notamment en France était psychologique. Se considérant comme l'élite, voire l'avant-garde, tout étudiant devait être politiquement conscient et techniquement compétent. Par conséquent, les étudiants « carriéristes » étaient stigmatisés comme des réactionnaires pressés de rentrer au pays pour jouir du pouvoir. Il subissait ce qu'on appelait « la démarcation physique ». Des prémices de violence physique existaient déjà. En effet, en 1965, à la suite, du retard de la bourse nationale, l'AEVF occupa l'ambassade et contraignit l'ambassadeur Henri Guissou a appelé le ministre de l'éducation pour avoir des garanties de paiement (Ouédraogo, 2021 : 344).

Troisièmement, la violence politique s'appréhende sous l'action du président Maurice Yaméogo. En effet, ce dernier s'est montré hostile au mouvement étudiant. A son actif, il faut mettre l'interdiction de l'assemblée constitutive de l'UGEV en 1960, sa création et sa vie clandestine et l'installation de son siège en France (CNABF 6V31). Que se passa-t-il de 1966 à 1980 ?

3.2) Sous le régime du président Lamizana (1966-1980)

Sous le régime du Général-président, la violence s'analyse aussi trois niveaux. D'abord, elle tient des luttes de lignes dans le mouvement étudiant. En effet, dans un premier, l'on assista à l'épilogue de la lutte droite-gauche, car, à partir du congrès d'août 1971 de l'UGEV, la ligne anti-impérialiste et communisme s'y imposa contre le réformisme du MLN (Ouédraogo, 2015 :226). Dans un second temps, émergea la lutte de ligne au sein de la tendance communiste du mouvement étudiant, à la faveur des rivalités communistes internationales entre Soviétique, Chinois et Albanais : d'où sa « groupuscularisation » en des chapelles antagonistes (Ouédraogo, 2021 :453).

Ensuite, la violence politique résida, entre 1970 et 1990, dans la lutte entre groupuscules communistes pour le contrôle du mouvement étudiant. Ainsi, il est contrôlé de 1970 à 1979, par la section voltaïque du Parti africain de l'indépendance (PAI), fondée en aout 1963, par des anciens étudiants, tel Amirou Thombiano. A partir de l'année 1979, le Parti communisme révolutionnaire voltaïque (PCRv) et l'Union des luttes communiste (ULC) issus de la scission de l'Organisation

communisme voltaïque (OCV) se disputent le contrôle de l'UGEV. En conséquence, le discours fut marqué par une phraséologie violente. En guise d'illustration, les protagonistes se désignèrent par des termes outranciers : réformiste pour le MLN, opportuniste pour le PAI, liquidateurs pour l'ULC et nouveau courant opportuniste pour le PCRV (CNABF 4AP93). Sur le campus, le slogan de l'ANEV reste « seule la lutte paie ».

Enfin, la violence ressort au niveau de l'action du régime du général-président Sangoulé Lamizana. Contre la contestation, il fit usage de violence d'Etat. En 1971, après des manifestations de scolaires et d'étudiants contre la visite du président Houphouët-Boigny qui venait d'exclure des voltaïques de l'Université d'Abidjan, il les enrôla dans l'armée pendant les vacances. Toujours à l'actif du régime, on peut mettre les expulsions de 700 et 100 étudiants dans les l'université de Ouagadougou et de Niamey, selon la CGTB (Bulletin d'information n°25). Qu'en est-il de la situation à partir de 1980 ?

3.3) Pendant le régime des militaires (1980-1990)

La violence à l'université sous les régimes militaires notamment du CNR réside dans les divergences idéologiques et de tactique politique. Après le régime de la Troisième République, la Haute-Volta connut quatre régimes militaires⁴. Le mouvement communiste considéra la chute de la Troisième République en 1980 comme une condition objective pour l'avènement de la révolution. Mais le débat se porta désormais sur les voies et moyens pour y arriver et l'attitude face aux militaires. Face à la situation, deux courants majeurs se dégagent dans la mouvance communiste. D'un côté les partisans de l'alliance avec des militaires, donc favorables à des coups d'Etat dits révolutionnaires. Sont de ce courant, le PAI, l'ULC. De l'autre, il y avait les partisans de la révolution par l'insurrection populaire. Ce courant s'incarna dans le PCRV. Ces deux courants s'affrontèrent dans le mouvement étudiant notamment au sein de l'UGEV. Depuis son congrès de 1981, l'UGEV « choisit d'insérer désormais ses activités dans le cadre de la tactique et de la stratégie du Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV) » (Loada, 1999 : 33).

⁴ Ce sont les Régimes du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) du Conseil de salut du peuple (CSP), du Conseil national de la révolution (CNR) et du Front populaire (FP)

Par sa nature et sa ligne, la fraction dominante des étudiants les a enfermés dans un rôle d'opposition.

Sous la Révolution démocratique et populaire (RDP) de 1983, considérée par le PCRV comme un putsch et non une révolution, la lutte pour le contrôle de l'université de Ouagadougou prit une nouvelle tournure violente entre l'UGEV, proche du PCRV et les Comités de défense de la révolution (CDR), installés par le CNR. A la faveur de ces luttes partisans, les armes à feu apparurent sur le campus grâce aux membres des CDR d'université. Comment se présenta la situation sous le régime constitutionnel de Blaise Compaoré ?

3.4) Sous le régime du président Blaise Compaoré (1990 et 2000)

Entre 1990 et 2000, la violence sous le régime du président Compaoré est liée au PAS et la crise sociopolitique de 1998. En effet, pour faire face à la crise économique des années 1980-1990, le gouvernement burkinabè signa, en avril 1990, son PAS intimant des réformes dans le secteur de l'éducation. Sont de celles-là : l'instauration des examens terminaux (CEPE, BEPC, Bac, LMD), la suppression des bourses, la diminution des budgets des enseignements secondaires et supérieures, les massifications, l'apparition des facultés, la création des établissements privés d'enseignement supérieurs. Face à l'augmentation des effectifs, le gouvernement décida de continger les bourses à 500 alors qu'avant l'ajustement structurel, tout bachelier de moins de 23 ans avait droit à une bourse. En 1992-1993, une clause de mérite est instaurée et le montant est réduit. Comme résultat, le nombre de boursiers diminua drastiquement : il passa de 98% en 1988-1989, à 72 % en 1993, à 35 % en 1995-1996 et 19 % en 1999. Un prêt d'étude est instauré en 1994 pour soutenir les non boursiers après de violentes manifestations (Chouli, 2009 :121)

Face à la nouvelle donne mondiale à partir de la chute du mur de Berlin, la mouvance communiste burkinabè se divisa encore en deux camps : d'un côté les partisans de la *realpolitik*. Ils se recrutèrent dans les rangs du pouvoir. Ils abandonnent le communisme pour la social-démocratie. De l'autre côté, les partisans de la révolution nationale, démocratique et populaire, à savoir le PCRV. Dans un pays largement analphabète, l'université reste encore le seul lieu où les idées communistes prospèrent.

Dès lors, le maintien du contrôle de l'UGEV reste un enjeu politique. Ce qui fait dire à André Tibiri, président de l'UGEV, qu'il reste «[...] un syndicat révolutionnaire de lutte de classes. Cela veut dire que nous inscrivons notre lutte dans le cadre général de l'avènement d'une révolution au Burkina-Faso. C'est la solution pour nous, pour libérer ce pays et l'engager sur la voie du progrès social véritable » (*Le Soir* du 27 septembre 1999 cité par A. Loada, 1999).

Pour appliquer le PAS, selon I. Sory (2012 : 178), anticipant les résistances que ne manqueront pas de susciter de telles politiques, la Banque mondiale suggère aux Etats de l'Afrique subsaharienne de faire montre d' «une volonté politique inébranlable jusqu'au plus haut niveau » pour « vaincre » la « résistance des groupes d'intérêts » (Banque mondiale 1988). Dans la stratégie du pouvoir pour briser toute résistance, la violence occupa une place centrale. Pour ce faire, il usa des forces de l'ordre même de la dernière catégorie. Des emprisonnements et meurtres eurent lieu en l'occurrence celle de l'étudiant de 7^e année de médecine, Dabo Boukary. Des étudiants furent l'objet de procès. Il délocalisa les cités universitaires, institua une police spéciale, décentralisa l'enseignement supérieur dans les régions. Qu'en est-il de la réaction des étudiants ?

Face aux mesures d'application du PAS, les étudiants ont réagi à plusieurs niveaux. Premièrement au niveau organisationnel, pour coordonner leur action, ils se regroupèrent sous le Collectif des organisations démocratiques des étudiants (CODE). Deuxièmement, pour se mobiliser, ils font appel à des techniques politiques, bien rodées, que sont la propagande, le populisme, la passion collective, ennemie de la volonté générale (Weil, 1940 :3). En conséquence, ils font preuve de conservatisme dans la défense de certains acquis en dehors de toute logique de qualité. Depuis 1990, le ticket de restaurant est resté 100 FCA. Les frais de scolarité sont passés de 7000 en 1993 à 15000 FCFA. Cette forte résistance empêche la mise en œuvre de l'autonomie des universités.

Troisièmement, pour faire aboutir leur revendication, les luttes sont devenues violentes. En effet, les grèves, les meetings et les marches de 1990, 1993, 1994, de 1997 donnent à profusion des exemples en la matière. La violence des étudiants s'exerce sur leurs camarades, sur le

personnel administratif et enseignant. Elle se traduit par le rejet du droit du non gréviste, l'interruption des cours, l'expulsion des étudiants des amphithéâtres, le refus de l'accès aux salles de cours, les bagarres généralisés avec usages d'armes blanches, les confrontations avec les forces de l'ordre.

S'agissant de la crise sociopolitique de décembre 1998, consécutive à la mort du journaliste Norbert Zongo, elle occasionna aussi une violence inouïe à l'université de Ouagadougou. En effet à l'annonce de sa mort suspecte alors qu'il enquêtait sur la mort de David Ouédraogo, chauffeur de François Compaoré, petit frère du président Compaoré dans les locaux du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), les étudiants descendirent dans les rues et incendièrent les symboles du parti au pouvoir. Après cette réaction spontanée, s'engagea une lutte sociopolitique contre l'impunité sous l'appellation du mouvement « trop c'est trop » coordonnée par le Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques (CODMPP) constitué d'une cinquantaine d'organisations dont l'UGEV, à travers son président André Tibiri. Considéré comme le « bras armé » du collectif, l'UGEV participa aux manifestations et à la sécurisation des leaders du collectif (Domboué, entretien du 10 août 2022)

Pour le pouvoir, l'UGEV et le PCRV travaille à renverser le régime comme l'écrit bien ce dernier dans son journal *Bug Parga* n°71. Le 10 avril 2000, à l'université une guérilla opposa les étudiants aux forces de l'ordre. Le RSP, sous les ordres de son chef, le colonel Gilbert Diendéré, dut intervenir à nouveau sur le campus et à balle réelle pour rétablir l'ordre. Le gouvernement en profita pour fermer l'université, les cités et invalida l'année académique 1999-2000, invoquant les multiples perturbations et entama une refondation des universités. Que retenir ?

Conclusion

De ce qui précède, il ressort que la violence à l'université résulte de la politisation du monde universitaire depuis les années 1940. Cependant ses racines puisent aux sources mentales collectives précoloniales et coloniales et aux multiples crises que connaît le pays. La violence contribue à approfondir la crise de l'université. Ce qui en fait paradoxalement une opportunité comme dirait Joseph Ki-Zerbo pour sa

résolution. Des questions fondamentales formulées par l'ancien président de l'Université Karifa Bayo demeurent : dans le contexte d'Etat en construction, doit-on exclure l'école du champ de bataille politique ? Peut-on et comment faire ?

Sources orales

Bayo Karifa, 1970, ancien président de l'Université de Ouagadougou, entretien du 8 août 2022

Domboué Hypolitite, 1973, Ancien membre de l'ANEB, entretien du 10 août 2022

Palm Jean Marc Domba, 1950, Ancien membre de la FEANF, entretien du 10 juin 2022

Sanou Adama, 1975, Ancien membre de l'ANEB, entretien informel

Sources d'archives

CGTB, *Bulletin d'information* n°25 de novembre 1999

Collège de sages, 30 juillet 1999, Rapport, 44p.

Conférence épiscopale Burkina-Niger, lettre des évêques du 15 juillet 2013

CNABF 6V31 Direction des services de sécurité : bulletins de renseignements sur l'opposition ; les syndicats et les étudiants voltaïques (1959-1960)

CNABF 4AP93 UGEV, AEFV et FEANF Encore une fois sur la lutte de ligne au sein de l'AEVF- Rôle et nature du mouvement étudiant (1978) ;

PCR, Journal *Bug Parga* n°71 de septembre 1999

Université Joseph Ki-Zerbo, données statistiques sur les effectifs des étudiants de 1971 à 2009

Références bibliographiques

Agnissan A. Aubin. et Ehouma, K. Ludovic (2016), « Du paradigme l'université en Afrique au paradigme l'Université africaine : enjeux épistémologiques et défi du futur » in *Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa-Pô*, n° 21, pp.56-74.

Bianchini Pascal et Korbeogo Gabin (2008), « Le syndicalisme étudiant, des origines à nos jours : un acteur permanent dans l'évolution

socio-politique du Burkina Faso » in CODESRIA JHEA/RESA Vol. 6, Nos. 2&3, 2008, pp.33–60.

Chouli Lila (2009), « Le néolibéralisme dans l'enseignement supérieur burkinabé », in *Savoir Agir*, 2009/4 n° 10 pp. 119-127.

Compaoré Maxime (2003), « Chronique de l'école au Burkina Faso » in Madiéga, Y.Georges et Nao Oumarou (dir.), *Burkina Faso Cent ans d'histoire, 1895-1995*, Tome1, Paris, Karthala, pp.1663-1690.

Ki-Zerbo Joseph (1978), *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 731p.

Makosso Bethuel. (2006), « La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo et de la Côte d'Ivoire », JHERA/RESA, 4(1), p 69-86.

Loada Augustin (1999), « Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après-Zongo » in *Politique africaine*, n° 76, pp. 136-150.

Millogo Missa (2021), « Dynamiques d'intégration intercommunautaire et construction de l'Etat-nation au Burkina Faso » in *Les cahiers de l'ACAREF*, Numéro spécial/Novembre 2021, Tome 3 pp. 260-276.

Millogo Missa (2019), *Les crises sociopolitiques et institutionnelles au Burkina Faso de 1965 à 2015 : gestion et impact*, Thèse de doctorat en Histoire politique, Université Joseph-Ki-Zerbo, 465 p.

Nacanabo Dominique. (2003) « Le moogho au XIXe siècle : aspects politiques et administratifs » in Madiéga, Y. Georges et Nao Oumarou (dir.), *Burkina Faso Cent ans d'histoire, 1895-1995*, Tome1, Paris, Karthala, pp. 341-417.

Ouédraogo Edouard (2015), *Heurs et malheurs de la politique et du journalisme au Burkina Faso Quelles aleçons ?* Ouagadougou, Ed. Paalga, 372 p.

Ouédraogo Philippe (2021), *Tranches de vie Des luttes syndicales à mon engagement politique*, Ouagadougou, éd Mercury, 697p.

Senga Jean-François (1987), « La crise de l'Université en Afrique noire » in *Présence Africaine* 1987/4 (N° 144), pp. 153 à 155

Sory Issa (2012), « L'Université de Ouagadougou : territoire de la contestation et de la répression des étudiants » CODESRIA/ RES, Vol. 10, No. 1 (2012), pp. 171-194.

Souley A. Niandou (1991), « Ajustement structurel et effondrement des modèles idéologiques : crise et renouveau de l'État africain », in Institut

québécois des hautes études internationales *Afrique : la déconnexion par défaut*, Volume 22, Number 2, pp.253-265.

Touré, A. Adama, (2001) *Une vie de militant Ma lutte du collège à la révolution de Thomas Sankara*, Ouagadougou éd. Hamari, 205 p.